

Des communautés bien informées

Des bibliothèques participant aux réseaux d'information

par Peter Stone

*Consultant en réseaux de bibliothèques
University of Sussex*

Je veux aujourd'hui vous parler du rôle de la bibliothèque dans le développement des services informatisés sur les réseaux. Par le mot « réseaux », je le précise, on entend les grands réseaux de communication informatiques comme Internet. Mon but est de les présenter comme le véhicule le plus efficace, non seulement pour la transmission de documents ou la recherche documentaire mais aussi pour la collaboration professionnelle, la formation permanente et même les rapports sociaux.

À ce titre, cette technologie aura un effet profond sur les structures traditionnelles ainsi que sur les attentes des réseaux professionnels conventionnels des bibliothécaires.

C'est du Royaume-Uni que viennent tous mes exemples, et essentiellement du secteur universitaire car c'est là où de tels services sont les mieux développés et progressent le plus vite. Mais ces illustrations seront toutes pertinentes pour d'autres secteurs. Les faux pas et les succès vous intéresseront, je l'espère.

Les droits constitutionnels

En préparant cette petite intervention je suis tombé sur la Charte des bibliothèques (adoptée par le Conseil supérieur des bibliothèques, le 1^{er} novembre 1991) où j'ai lu : « Pour exercer les droits à la formation permanente, à l'information et à la culture reconnus par la Constitution, tout citoyen doit pouvoir, tout au long de sa vie, accéder librement aux livres et aux autres sources documentaires ». Vous vous rendez compte que le Royaume-Uni est peut-être le seul pays au monde sans constitution ! Là-bas on n'a pas ces droits du citoyen, on avance entre pragmatisme et loi des antécédents. Plus précisément pour nous, bibliothécaires, il n'y a pas de politique gouvernementale d'information : « la politique, c'est de ne pas en avoir », a dit le ministre. Vous verrez qu'il y a des réussites, des vides et des contradictions.

Je peux citer à nouveau la *Charte* : « La bibliothèque est un service public nécessaire à l'exercice de la démocratie. Elle doit assurer l'égalité d'accès à la lecture et

nouvelles sont capables de faire parvenir directement à nos lecteurs l'information recherchée sans qu'ils aient besoin de se rendre en bibliothèque pour consulter un OPAC ou demander notre aide. Il nous faut absolument continuer à travailler vers ce premier objectif, même s'il faut augmenter ou remplacer les mécanismes traditionnels.

Fournir le savoir dans son contexte le plus large

Nous sommes les gardiens, les conservateurs et les relais d'une grande partie de notre culture et de la pluralité des opinions qui la définissent. Aucune autre profession ne possède une telle responsabilité collective. Les professeurs comptent sur nous pour maintenir le patrimoine écrit et établir des liaisons avec d'autres formes de référence, de langage, de formats ; les médias, les éditeurs, les commerciaux et les journalistes s'intéressent surtout à ce qui est nouveau, à ce qui pourra se vendre et qui est courant : de notre côté nous nous intéressons au passé, au présent, à la diversité et aussi à l'obscur futur...

Anne Curt a écrit : « Il serait bon de faire voisiner certains textes essentiels des siècles passés avec les textes modernes ainsi que l'information très récente des périodiques et autres médias... afin que les lecteurs aient une vision globale plus claire de l'information dans tous les domaines¹. » Ce ne serait pas que « bon », c'est fondamental, sans cela nous n'aurions que quatre opéras de Mozart, que quatre pièces de Shakespeare, que quelques traités politiques à côté de quelques commentaires faciles qui ne portent préjudice à personne.

Si nous autres bibliothécaires ne participons pas et ne jouons pas pleinement notre rôle dans la diffusion du savoir, si nous manquons de nouer les liens entre le passé et la société entière, les nouvelles technologies risquent de provoquer une perte internationale de mémoire et une amnésie collective marquera alors le deuxième millénaire.

1. • Pour n'en jamais finir avec *utilisateur final*, par Anne Curt, in *Bulletin d'informations de l'ABF*, n° 163, 1994.

L'individu informé dans une société globale

Internet a subi une croissance et un succès phénoménal parce qu'il est avant tout personnel et direct. Il parvient à chaque foyer, à chaque école, à chaque bureau, à chaque individu et de plus tout le monde peut y contribuer, apporter son opinion personnelle ou même sa banque de données. Il lie les individus entre eux dans n'importe quel pays, grâce à lui nous avons pu avoir des nouvelles de la place Tian-an-Men à Pékin ou de Moscou ou des derniers tremblements de terre à Kôbe. L'individu peut par le même intermédiaire se tenir informé des autres, des journaux ou des gouvernements. Il faut cependant noter qu'Internet tient sa vitalité de l'esprit d'initiative, d'opportunité personnelle, du marché, autant que de la méfiance envers une société dirigée, méfiance qui caractérise la société américaine.

En Europe, même dans un Royaume-Uni timoré, je crois que beaucoup d'entre nous cherchent le consensus, le bien social et l'ordre volontaire. Nous désirons – et nous continuons à espérer – une structure cohérente dans laquelle nous saurons fleurir. Je propose donc qu'il existe des modèles de développement de réseaux autres que le marché global qui actionne Internet aujourd'hui. Nous devons garantir que chacun, dans chaque communauté, ait accès à tout ce qui pourra enrichir sa vie. Pour cela, il faudra un engagement, un accord collectif. Nous, qui étions les gardiens du savoir il nous faut devenir libérateurs, pépiniéristes, dresseurs afin que les recherches soient satisfaites dans leur forme et au niveau adéquat.

L'Internet global

On a vu l'année passée une véritable explosion des services d'accès à Internet. Il y a trente mille serveurs d'information placés dans des établissements d'enseignement, des entreprises, des journaux, des bibliothèques municipales mais aussi au gouvernement, chez des vedettes de la musique populaire, chez des individus et même chez des enfants. Mieux que ça, les ressources sélectionnées pour son travail

aux sources documentaires pour permettre l'indépendance intellectuelle de chaque individu et contribuer au progrès de la société. » Je vous propose quand même un concept d'un service d'information, géré pour l'essentiel par les bibliothécaires, nécessaire à la démocratie, au patrimoine, aux études et à l'emploi, ouvert à tous vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Trois lignes directrices

Faire parvenir l'information à l'utilisateur final, où qu'il soit, par son chemin préféré

Le but premier de notre profession a toujours été de satisfaire les besoins de nos usagers. Pour y parvenir les bibliothèques ont développé des structures réfléchies, élastiques mais complexes, de guides, de fichiers, d'index, de coopération entre bibliothèques. Pourtant les technologies

sont directement importables : des notices, des feuilles de calcul, des traitements de texte, des portraits, même de la musique. L'information est vraiment à portée de main comme des pierres pour un maçon ou les épices et les herbes pour un cuisinier. Le réseau c'est peut-être le chemin vers la récolte des idées à mettre sur la page... Il offre au lecteur, à l'usager, un service de renseignement, de courrier, d'actualités, d'images, même d'achats et de publicité, adapté à ses besoins et ses aptitudes : il n'y a pas de murs autour de cette bibliothèque.

En Angleterre il y a maintenant plus de 40 fournisseurs d'accès, accessibles dans toutes les villes sauf dans les régions rurales du Pays de Galles et d'Écosse. Quelques-uns se trouvent partout, comme l'international EUNET, et d'autres ne servent qu'une ville. Le coût d'une connexion « modem » n'est pas élevé, environ 100 F par mois. Presque chaque école, bibliothèque, hôpital ou entreprise a les moyens d'y participer ; en effet ils ne peuvent pas se permettre de ne pas y prendre part. La plupart des IAPs (fournisseurs d'accès à l'Internet) offrent aussi la possibilité aux usagers de diffuser, à très bas prix, leur propre information au World-Wide-Web.

Les quatre services clés

En ce qui concerne la structure technologique un réseau n'est que câbles et boîtes électroniques, il ne devient vivant que si on y ajoute des services ayant une valeur pour ses utilisateurs. Considérons maintenant les quatre services clés : le courrier électronique, le transfert de fichiers (ftp), l'accès à des machines distantes, les applications « client-serveur » (World-Wide-Web, WAIS, Gopher). Ces dernières permettent de passer d'un serveur à un autre à tout moment pour repérer, sélectionner et rechercher des documents ou n'importe quelle information. S'y ajoutent des comptes rendus, des images, des index, des guides. Il y a une croissance incroyable de toutes sortes d'informations et les journalistes ont pu en écrire 4 212 articles dans la presse française (comme disait *Le Nouvel Observateur* de cette semaine).

Les réseaux de recherche et de l'enseignement

Les réseaux de recherche, comme RENATER en France ou JANET au Royaume-Uni, ont conduit aux réseaux d'aujourd'hui. Conçus pour la recherche scientifique et la collaboration internationale, pour la physique nucléaire ou l'astronomie, pour le transfert des fichiers entre les grands ordinateurs et les correspondances techniques, leur emploi s'est étendu bientôt à d'autres chercheurs, dans toutes les facultés et les bibliothèques universitaires.

JANET, le Joint Academic Network, est mis en service et relie toutes les universités du Royaume-Uni depuis 1984. Il y a maintenant plus de 200 institutions qui s'en servent et ce réseau lie leur personnel et leurs étudiants à tous les réseaux du monde, et ceci sans dépense personnelle. Dès 1986 il y avait déjà 26 OPACS, et les bibliothécaires de soixante universités étaient liés par une liste de discussion : le grand jeu a commencé. Je crois que les bibliothécaires anglais avaient plus de chance que leurs collègues français pour de curieuses raisons que je vais évoquer tout à l'heure.

Selon Anne Curt, « l'accès à de grands réseaux de communication tels RENATER va permettre aux bibliothèques d'améliorer leurs services à la recherche, et au public d'aller chercher l'information indispensable où qu'elle soit, puis de la décharger sur les systèmes personnels. Ainsi que l'exprimait Pierre-Marie Belbenoit-Avich : "Afin que les bibliothécaires ne subissent pas le sort des bronto-saures... il faut que les bibliothèques aient un accès réel à Internet et que nous acquérions la compétence nécessaire pour aider les usagers à trouver leurs propres chemins" ».

Les universités du Royaume-Uni

Considérant les besoins d'information de l'enseignement et de la recherche dans les universités du Royaume-Uni, je vous ai dit que les bibliothèques anglaises universitaires s'occupent beaucoup maintenant du réseau JANET, et ce pour de curieuses raisons.

La coopération bien organisée

Il y a dix ans n'existait pas encore de coopération bien organisée. Pour des bases de catalogage, quelques réseaux ont été établis afin d'échanger des fichiers mais ils n'étaient pas très évolués. Il n'y avait pas de réseaux largement utilisés, et même le plus grand, BLCMP, n'était pas très répandu. Dans le service de prêt interbibliothécaire, en raison du rôle dominant du British Library, il n'y a jamais eu un catalogue collectif. La British Library se considère comme fournisseur commercial et n'a jamais cherché à se considérer comme un centre professionnel. Au contraire, pour les bibliothèques universitaires elle a créé un monopole du prêt – cela n'est pas vrai pour les bibliothèques publiques pour lesquelles LASER a créé non seulement un catalogue collectif, mais aussi une coopérative de transport.

Les structures de l'administration

Il n'existait aucune direction centrale des bibliothèques universitaires : les budgets (en dehors des finances pour construire de nouveaux bâtiments) et les conditions étaient décidées selon les besoins de chaque institution. On aimait à faire les choses soi-même mais c'était difficile de faire autrement. Les fonds pour les centres de calcul, les grands ordinateurs et leurs logiciels, et le réseau JANET, et même la subvention des réseaux locaux (les LANs) se sont décidés au centre – on dit « top-sliced », comme on étête un arbre – on paie les biens communs avant de partager le reste. Les centres avaient aussi l'habitude d'acheter les données ou les ordinateurs en gros, de manière collective et ont ainsi obtenu des rabais et des prix remarquables.

Dès l'arrivée de JANET, les bibliothèques ont trouvé un nouveau moyen de collaborer, payé le plus souvent par les fonds nationaux pour le calcul et l'informatique, ou de l'achat central. Depuis on a étendu cette méthode de financement. Tout d'abord CURL s'est construit comme base de catalogage puis on a mis en service BIDS avec les bases de données ISI, Com-

pendex, Embase, et de nouveau BIOSIS, tous libres de droit pour les usagers. BUBL et NISS servent comme centres d'information sur les réseaux. Nous venons d'acheter les CD-Rom de la poésie anglaise de Chadwyck-Healey, des journaux, etc. Le seul problème que les bibliothécaires n'ont pas l'habitude de se décider à dépenser....

Mais il y a deux ans, dans sa manie d'économie, le gouvernement a ouvert les universités à la concurrence comme d'innocents poulets. Il me semblait probable que la planification précédente aurait dû défaillir. Mais non, les recteurs des universités n'étaient pas tout à fait inconscients des avantages de la collaboration. Cela continue, heureusement, et on vient d'annoncer le projet « Electronic Libraries Programme », avec des fonds de 150 000 000 F.

Regardez la brochure *JANET 1995 : a library overview* (cf. p. 32. Je m'excuse de n'en n'avoir apporté que soixante exemplaires et je peux en envoyer d'autres à l'ABF si vous voulez). Une dizaine de services ont commencé à créer une communauté « bien informée ».

1. JANET. Le réseau est maintenant très rapide partout, d'une grande puissance et il est même capable de porter des films de haute définition ou des colloques. Le plus grand problème est que les liaisons internationales coûtent très chers, elles n'ont donc pas un grand potentiel. L'Union Européenne cherche à établir un tel réseau pour que la collaboration européenne s'effectue facilement.

2. NISS offre beaucoup de services à la communauté universitaire. Au « News and current affairs », « les actualités », on trouvera le *Times* sous forme WAIS, 2 000 journaux sous forme électronique (sur abonnement), des annonces d'emploi, la météo, etc. ; à « sujets et disciplines académiques », avec classification CDU, des liens hypertextuels avec des services partout dans le monde ; à « œuvres de référence et sources bibliographiques » des dictionnaires, des banques de données comme Dialog ou FirstSearch, et tous les OPAC du Royaume-Uni ; à « enseignement supérieur » on trouvera, en forme WAIS, presque toute la documentation dont l'administration a besoin, par exemple la *Review of University Libraries* nommée le *Follett report*.

3. BUBL a commencé comme « bulletin board », « tableau d'affichage électro-

nique », pour les bibliothécaires : annonces, tables de matières des périodiques, actualités. Maintenant il offre un accès facile à toutes les ressources d'Internet et il est géré par des bibliothécaires.

4. BIDS, ce service dont j'ai déjà parlé, est libre pour les utilisateurs qui en font l'usage 150 000 fois par mois. C'est un grand succès. Ce sont les universités qui paient mais peu, environ 40 000 F par an pour chaque banque de données. À l'université de Sussex où je travaillais nous avons fait 40 000 recherches par an sur ISI pour un franc chacune. Cela ne coûte pas cher, quelques-unes sont libres de droit comme la *Bibliographie Internationale des Sciences Sociales*, par exemple.

5. La direction, les responsables [URL [http : //www.niss.ac.uk/professional/](http://www.niss.ac.uk/professional/)]. Citons en particulier UKOLN, à l'université de Bath, qui concerne la politique et la technologie des réseaux pour les bibliothèques et où il y avait un grand colloque international en avril.

6. Mailbase. J'ai déjà évoqué le courrier électronique et les listes de distribution, Mailbase contient plus de 700 listes publiques dont plus de 20 adressent les besoins spécialisés aux bibliothécaires. Ses membres viennent de tous pays.

7. Les CWIS, services d'information universitaires. On les trouvera désormais dans chaque pays du monde et si vous cherchez quelque chose au sujet d'une université anglaise commencez par là. Ils utilisent les serveurs hypertextuels World-Wide-Web ou Gopher et on en trouve des semblables pour les musées, les ministères ou des entreprises de toutes sortes.

8. Les sujets. Il y a un an c'était difficile, presque impossible, de trouver ce qu'on cherchait sur Internet, un pays sans routes marquées. Maintenant aux États-Unis il y a des serveurs comme LYCOS, HARVEST, Infoseek et YAHOO qui indexent d'une façon automatique les millions de documents qui existent. Au Royaume-Uni on commence à offrir des services plus sélectifs, pour chaque faculté (technique, sciences sociales, histoire, beaux-arts, etc.) et la plupart sont gérés par des bibliothécaires. SOSIG – le saucisson – le Social Sciences Information Gateway, est très achevé.

9. Les index et les abrégés. On cherche à offrir tout ce qu'on peut de valable pour l'enseignement supérieur, en plus de BIDS on s'abonne à FirstSearch en groupe ce qui donne de sensibles avantages.

10. Les OPAC. Vous pouvez télécommander une liste de NISS. Noter, sur cette page les images de SALSER est une façon très facile et efficace de construire des catalogues collectifs.

11. Les coordonnées du *JANET User Group for Libraries*. Je ne sais pas comment se gère le réseau RENATER mais je sais bien qu'au Royaume-Uni, au début, les directeurs des centres de calcul ont résisté aux demandes des bibliothèques ; ils croyaient que celles-ci ne seraient jamais prestigieuses ni séduisantes mais on leur a donné des idées claires et bien construites et maintenant ce sont les services d'information, comme BIDS, ou le courrier, dont ils reçoivent les félicitations.

Quant à moi je suis sûr que ce groupement des services commence à créer une communauté bien informée, d'où le titre de mon intervention. Elle continuera à s'agrandir : la British Library se réveille et son service Portico du Web montre ce qu'elle peut faire. C'est une communauté pour tous ceux qui doivent se renseigner, soit nos lecteurs, mais en plus, c'est une communauté bibliothécaire.

Les bibliothèques publiques municipales et départementales

Revenons aux bibliothèques publiques. Alors que celles des universités n'ont que deux objectifs, l'enseignement et la recherche (et souvent il n'y a pas beaucoup de différence) les bibliothèques publiques en ont une douzaine : l'éducation à tout niveau, les affaires et le commerce, la recherche spécialisée, l'histoire régionale, les divertissements et les loisirs, les actualités, les droits et les obligations sociales, même les drames, le jardinage, le sport, etc., etc. Comme il doit être difficile de déterminer les priorités.

Vous vous rendez compte qu'il n'y a pas de grandes différences entre les bibliothèques des villes et celles des départements en Angleterre : elles fournissent la même gamme de services, à peu près. Mais il y a celles certaines plus ambitieuses et celles qui sont moins pauvres. Dans quelques villes il y a déjà des projets pour donner accès à Internet au

public mais sans objectif de créer les ressources nécessaires ou de faire avancer les autres services des bibliothèques.

En ce moment je suis conseiller d'un assez grand projet, EARL, qui réunit une quinzaine de bibliothèques, la plupart au sud de l'Angleterre, comme celles des comtés de Kent, Essex, Surrey et des villes comme Birmingham ou Croydon. EARL signifie « Electronic Access to Resources in Libraries », son but est de développer des services sur Internet et de les offrir au public quel qu'il soit. Cela est peut-être trop simple : ses membres sont déjà convaincus que les bibliothèques doivent travailler ensemble, qu'ensemble on va créer quelque chose de plus grand qu'en agissant seul, qu'on doit demander au gouvernement et aux autres institutions sociales de diffuser ainsi les informations aux citoyens. Il est coordonné par LASER, dont j'ai déjà parlé, qui fournit le catalogue collectif VISCOUNT et qui a travaillé au Projet ION avec PICA des Pays-Bas, et en France avec Christine Deschamps de la Sous-Direction des Bibliothèques.

En bref que peut-on offrir ?

– Les services des bibliothèques et les moyens pour que les lecteurs puissent en profiter chez eux ;

– la mémoire nationale : l'accès aux OPACs, aux collections spécialisées, et un prêt plus efficace, il y a tant de ressources particulières partout et nous devons les valoriser ;

– « the ever-open reference room » – l'information experte au public, à plein temps. On peut organiser, par courrier électronique et à tour de rôle, une liste pour répondre aux questions spécialisées, les numéros verts d'Internet. Il y en existe un en ce moment, « Stumpers-I » mais il est réservé aux bibliothécaires ;

– l'information à fond sur tous les sujets : les droits et les obligations des citoyens, l'histoire locale, les affaires et le commerce – en effet on demande souvent des renseignements sur ces sujets ;

– la région ou la ville : tourisme, sport, les associations, les actualités, les adresses ;

– la pratique de l'informatique, bien sûr, apprendre à naviguer et à être jardinier d'Internet ;

– la collaboration professionnelle : listes de discussion, d'offres d'emploi, de colloques et même les mariages...

– la rédaction et le catalogue des documents hypertextuels, et des cours pour apprendre à les écrire ;

– le développement et la réalisation technique. On ne peut pas le faire soi-même et en ce moment nous sommes à la recherche de partenaires des bibliothèques municipales pour un projet européen ;

– enfin on espère recevoir des fonds du gouvernement pour un projet d'une si grande valeur.

Nous allons lancer ce projet dans deux mois et déjà un intérêt se manifeste. Il sera suivi, je l'espère, par un plus grand projet géré par la Library Association qui va faire une soumission pour obtenir une subvention des grands projets du Millénaire.

Les services de santé

Les bibliothèques publiques ont tant de publics à servir pour faire vivre et valoriser une institution publique. En revanche les services de santé pour leurs besoins d'information, s'intéressent maintenant moins aux bibliothèques qu'aux usagers de toutes les professions de santé.

En Angleterre il y a eu de grands changements. Tout d'abord la politique du National Health Service a subi les idées radicales du gouvernement conservateur et les rigueurs de l'économie de marché où l'on est soit acheteur, soit fournisseur (ou les deux en même temps), même pour les services d'information. En second lieu, dans ce régime les hôpitaux et les autres fournisseurs doivent acheter pour les employés des services de formation permanente ou d'information professionnelle, etc, c'est une condition préalable pour être inscrits, enregistrés. Pas seulement pour les médecins mais aussi pour les infirmiers, les techniciens, les kinésithérapeutes, tous. On s'inquiète beaucoup de la vitesse des innovations dans les traitements et de la façon de les introduire efficacement. Il y a des fonds pour que la formation et les services d'information soient actifs. Troisièmement, les traitements eux-mêmes ont changés de place et de durée, on est soigné mainte-

nant plus par les médecins généralistes que dans les hôpitaux, on n'est plus au lit pendant quelques jours car on retourne au bureau l'après-midi même.

Enfin il y a des revirements dans l'information même. L'administration, les régulations, les protocoles (comme on dit) de traitement, la peur des poursuites judiciaires, tout cela est devenu plus complexe et de plus en plus « réglementé » : chaque employé doit s'informer. Les médecins, en outre, doivent se familiariser avec la littérature de « l'évidence clinique », qui diffère de celle de la recherche. Il y a des initiatives internationales (les Centres Cochrane) pour créer un nouveau corps de connaissance médicale plus pratique que théorique.

Il y en a huit régions en Angleterre qui gèrent quelques centaines de sociétés (on dit « trusts ») des hôpitaux, ou des associations de médecins, ou d'autres services et je travaille à présent avec le groupement de santé du nord de Londres. Comment peut-on réorganiser les services des bibliothèques pour que chaque employé soit bien servi ? En ce moment il y a quarante bibliothèques dans cette région, largement consacrées aux médecins qui travaillent dans les hôpitaux mais elles ne servent pas souvent la direction générale, les infirmiers ou les autres personnels dispersés. Elles se prêtent des livres et s'envoient des photocopies mais il n'y a ni catalogues communs ni services spécialisés et la plupart n'emploie qu'un, deux ou trois employés, et sont ouvertes moins de quarante heures par semaine.

Encore une fois, on cherche à créer un réseau d'information professionnel au-dessus d'un réseau de télécommunication. On vient d'annoncer un réseau national pour les services de santé – ce surtout pour les données administratives, les frais de traitement, etc. Aux bibliothécaires cela donnera des moyens de regroupement, de courrier et de communication, de nouvelles d'actualités, cela leur permettra aussi l'accès aux services d'Internet comme ceux des National Institutes of Health, (y compris le National Library of Medicine aux États-Unis) ou aux banques de données comme Medline, ou aux nouveaux services hypertextuels comme Hyperdoc ou Nurse ou le Virtual Patient (une espèce d'opéré virtuel, un malade imaginaire).

De plus cela offre aux bibliothécaires l'occasion de créer des services tout à fait nouveaux dont les frais de communication ne sont pas plus élevés que le tarif local du téléphone. Dans ce nouveau réseau du Nord de la Tamise il y a déjà des fonds spécialisés, du personnel et des ressources imprimées. Il y a ceux qui récoltent des matières audiovisuelles, celui qui fournit un service d'information médicale publique très achevé, un autre qui en recueille les traductions en quatre-vingts langues et ceux qui spécialisent en psychiatrie ou en pathologie ou dans l'administration politique ou encore les passionnés du thesaurus MESH, etc., etc... Il y en a des compétences superbes et il faut les valoriser. Pour les utilisateurs ce service peut leur offrir une bibliothèque à portée de main, où qu'ils se trouvent.

Citons quelques exemples :

– Des listes de périodiques distribuées. La technologie WAIS permet de chercher avec des mots libres un ensemble de listes, tenues sur des serveurs distribués, c'est-à-dire, un peu partout. Vous pouvez vous-même essayer SALSER en Écosse (<http://datalib.ed.ac.uk/SALSER/index.html>) avec le World-Wide-Web. Quand on trouve le titre choisi le logiciel vous offre

les coordonnées de la bibliothèque ou l'accès à l'OPAC ou, bientôt, un bulletin de commande électronique largement rempli. Un tel service est vraiment très simple à construire et beaucoup moins cher à entretenir que les systèmes unifiés traditionnels.

– Des catalogues partagés. De la même manière on peut chercher, avec les opérateurs Booléennes et dans les éléments choisis, pour un logiciel hypertext, des notices d'une multiplicité de banques de données. Ils utilisent le protocole ANSI Z39.50 par un « gateway » du World-Wide-Web. Ce serait mieux, peut-être, de créer un seul catalogue collectif pour le réseau – et l'on fera cela pour les nouveaux livres –, mais ceci ne prend que le travail de quelques jours, alors qu'il faut au moins six mois pour normaliser les vingt catalogues...

– Augmenter le choix des banques de données pour les lecteurs. Je regrette mais on doit se départir du rôle d'intermédiaire quotidien entre le chercheur et ses besoins. Depuis quelques années on a beaucoup investi dans le CD-Rom. Medline et CINAHL sont très populaires mais les autres ? PsycLit, ABI-Inform, les journaux ? Et maintenant, alors que le réseau local s'étend partout dans les hôpitaux ? Et pour ceux qui travaillent ailleurs ? Il y a d'autres stratégies comme par exemple

OCLC FirstSearch qui va s'ouvrir à Internet avec un logiciel Windows et Z39.50 ou de la même manière SilverPlatter. On peut acheter quelques centaines de recherches sans les frais qu'occasionne le soutien technique du CD-Rom et en même temps s'offrir une gamme plus étendue.

– Offrir l'accès à des journaux et des périodiques électroniques.

– Faire paraître les comptes rendus de la recherche et les cataloguer. Il y a beaucoup de petits projets qui n'ont pas besoin d'être publiés de façon imprimée.

– Créer des ressources nouvelles et demander aux autres de le faire aussi.

Finalement, les bibliothécaires auront le devoir d'aider les usagers et moi je suis sûr que ce sera un bien. Ils seront les premiers, agiles et prêts à offrir des services essentiels aux autres professions de santé et ils y gagneront.

Pour conclure

Ne demandez pas combien le réseau peut vous donner, demandez plutôt ce que vous pouvez donner au réseau² !

2. Peter Stone a fait son exposé directement en français, sans le recours à un traducteur (NDLR). Adresse électronique : p.t.stone@niss.ac.uk